

L'affligeant spectacle médiatique de certains économistes universitaires français

Posté le : 16 mars 2019 00:46 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Pays en voie de développement, Humeur, Europe de l'est, Attitudes, hyperfiscalité

Pour un grand nombre de Français, les économistes sont une sous-catégorie de clowns blancs qui ne font pas rire, de guignols pleins de morgue alors qu'ils véhiculent un faux savoir, d'abusifs qui passent leur temps à se chamailler, d'incapables qui au nom d'une fausse science ont entraîné le pays dans la déréliction. « L'économisme » est une tare et les économistes des pelés et des galeux qu'il faut reléguer dans les poubelles de l'histoire.

La situation est presque normale puisque depuis 50 ans déjà le monde a basculé dans la baisse continue de la croissance, dans la hausse de la dette et, dans le cas français, dans le délire de la dépense publique et des impôts. Le titre de champion du monde des prélèvements finalement n'emplit de joie exubérante ni les stipendiés ni les pressurisés. Pendant dix ans le PIB par tête a baissé dans une France qui a perdu l'essentiel de sa souveraineté, à l'extérieur en la transmettant à la Commission de Bruxelles, à l'intérieur en cédant tous les pouvoirs du peuple à une camarilla d'Énarques prédateurs.

On s'attendrait à voir les économistes professionnels, le plus souvent stipendiés par l'État et ses dépendances nationales et internationales, et notamment les économistes universitaires, s'attaquer le plus sagement et le plus honnêtement possible à ces graves problèmes. Pas du tout. Ils campent dans des camps idéologiques qui s'affrontent de façon généralement grotesque et loin des réalités. Ou alors ils servent leur maître, l'État, dans l'attente des postes et des honneurs qu'ils espèrent.

Les médias se croient obligés d'ouvrir leurs colonnes ou leurs tribunes à ces perroquets débiles qui assoient leur notoriété en répétant des mantras.

Prenons deux professeurs qui prennent bien soin d'annoncer qu'ils sont « émérites » ou « honoraires », et qu'ils ont été rattachés à des universités françaises ou des instituts qu'ils pensent de renom. Oublions leur nom qui n'a pas d'importance dans cette réflexion. Des économistes officiels de cet acabit, on en trouve des dizaines, presque tous sur le même format. Honneur et Mérite ne sont malheureusement pas au rendez-vous.

L'un se croit intelligent de livrer un article, consternant de banalité et de soumission, qui affirme : « les dépenses publiques sont une richesse pas une charge pour l'économie ».

On sait que la France dépense l'équivalent de la valeur ajoutée de ses entreprises industrielles et commerciales : environ 1 300 milliards d'euros en 2018. Cette réalité n'est pas une chance mais un terrible défi pour la nation, qu'il s'agisse de ses entreprises, ou de ses assujettis fiscaux. On sait qu'une partie importante des charges est portée par les entreprises qui, confrontées à un marché ouvert, ne peuvent plus être suffisamment compétitives. Les déficits extérieurs témoignent de ce manque de compétitivité. Ils se sont encore aggravés en 2018. Les Français accablés de charges et d'impôts soit fuient, soit cessent d'investir (à quoi bon, si tout est repris ?). N'oublions pas que sous Hollande, près de 10 000 Français ont payé plus de 100 % d'impôts. La dette française est maintenant à 100 % du PIB. La dette globale est à 400 %. À Paris la fonctionnaire espagnole, femme d'énarque, qui dirige la mairie pousse l'endettement vers les 9 milliards d'Euros après que les impôts ont été quasiment quadruplés depuis l'arrivée des socialistes-verts-rouges et arc-en-ciel.

Un adjoint du maire précise qu'il y a encore de la marge pour les impôts. Allons-y gaiement !

Dans ces conditions, le vrai devoir des économistes est de tenter de comprendre comment on peut se sortir de ce piège. Pour notre auteur ce n'est pas un piège mais un bonheur incoercible. Toutes les esquives convenues pour ne pas traiter du fond s'accumulent dans l'article. La dépense d'état finance l'offre « non-marchande » qui est un bienfait en soi et n'a donc pas à faire l'objet d'une approche comptable. Elle n'est pas marchande donc elle n'a pas de prix. On peut foncer. Elle paie aussi les transferts sociaux, par nature bénéfique, et, dans ce domaine, on ne fait jamais trop. Gavés de produits non marchands et d'allocations, les Français ne peuvent être qu'épanouis et heureux. Qu'ils ne le comprennent pas est incroyable et il faut leur faire comprendre de force leur bonheur. Les « théoriciens libéraux », une sous-race honteuse de la classe des tenants de « l'économisme », voient dans l'importance des prélèvements et de la dette une cause du chômage de masse français. Mon Dieu, quels abrutis ! Ces taux extravagants n'ont pas d'importance. Ils signalent simplement que la France, heureusement, a socialisé plus que les autres des tas de dépenses. Et c'est bien, très bien, la socialisation massive. Cela permet de contenir les inégalités et la pauvreté. Enfin en principe. Car avec l'affaire des Gilets jaunes, les faits et les principaux concernés n'ont pas l'air de s'accorder avec ce constat socialo-bisounours. L'enfer s'annonce pour ceux qui ne voudraient pas le comprendre. Le secteur public a besoin d'être bien payé pour être efficace (et j'en fais partie dit l'auteur qui ne semble juger sa contribution qu'à l'aune de son salaire public). Comme si l'énorme extension des emplois publics (deux fois plus par tête qu'en Allemagne) n'avait pas été déjà prolétarisé (voir le cas de l'enseignement, de la justice ou de la police). Comme si l'enseignement supérieur public n'était pas une vaste poubelle en même temps qu'un puits sans fond. Si on réduit le moins du monde les allocations il en résultera une « explosion » des inégalités. Comme si le chômage de masse n'était pas déjà une explosion des inégalités. La solution : transférer sur l'impôt progressif la TVA, la CSG etc. Les classes supérieures aisées, comme on dit maintenant, doivent tout payer. Et la dette. Aucune importance la dette. Il ne faut pas accélérer le remboursement. Comme si l'éminent professeur n'avait pas remarqué qu'on se contente de refinancer la même dette perpétuellement depuis au moins 50 ans tout en l'aggravant et sans jamais rien rembourser. Bien sûr il faudrait faire des économies (dont on ne précise rien) mais pour accélérer la transition écologique. On l'attendait celle-là.

Comment commettre un article si décalé des réalités ? Au lieu de faire face aux difficultés qui s'accumulent et que tout le monde voit, il suffit d'aller encore plus loin dans la transition fiscale de dimension digne du communisme, ce paradis où toute la production était non marchande et « l'égalité réelle » garantie, comme on l'a vu après la chute du socialisme réalisé. Il fallait au moins être émérite pour écrire de telles fadaïses. Comment éviter que le mépris n'entoure la profession d'économiste, si c'est pour entendre ce genre de léchecuteries pour énarque socialiste (pléonasme fiscal) en difficulté devant la rébellion populaire.

L'endettement n'est pas un problème : nous le verrons quand les taux remonteront. Actuellement ils sont négatifs !

La surfiscalisation n'est pas un problème et il suffit d'aggraver les prélèvements sur les riches ? La fuite des victimes s'aggravera interdisant tout investissement privé en France, déjà quasiment effondré.

Comment fait-on vivre bien une énorme partie de la population sur des transferts si le nombre de gens productifs diminue ? Heu ! heu !

Nous ne sommes déjà plus compétitifs. On le sera encore moins. Mais ce n'est pas grave.

Face aux « logiques comptables » (il y avait longtemps qu'on n'en avait pas entendu parler), nécessairement « à court terme », il faudra « réhabiliter cette idée pourtant simple selon laquelle les

dépenses publiques sont une richesse économique et non un coût ». C'est sûr : dans le pays numéro un dans le monde pour la dépense publique, il faut certainement la réhabiliter ! Urgence absolue ! Encore, encore, encore ! Vive l'impôt, Vive l'impôt, vive l'impôt. Vive la dette ! Vive la dette, Vive la dette ! Mort aux riches et aux théoriciens libéraux qui nous ont fait tant de mal !

Le discours serait exactement le même avec 25 % de taux de prélèvements ou 95 %, ou même 150 %. On a vu en Grèce, qui a financé par la dette généreusement octroyée la création de postes de fonctionnaires et la production épatante de « biens collectifs », les résultats mirifiques de cette création magique. 50 Milliards de PIB en 1981 ; 365 milliards de dettes en 2019. On pourrait aussi demander aux ex-habitants des pays soviétisés ce qu'ils pensent des merveilleux biens collectifs prodigués avec tant de profusions pendant 75 ans ! Surtout aux paysans.

La question n'est évidemment pas de savoir si par la dépense publique peut être utile. Mais de déterminer à quel niveau on doit la fixer, avec quel contenu et quel type de financement. Quand les dépenses publiques sont égales à la valeur ajoutée des entreprises industrielles et commerciales, que la dette publique représente deux fois cette valeur ajoutée et la dette totale huit fois, on peut se poser une seconde et réfléchir.

Pas quand on est un professeur agrégé émérite. On pourrait utilement fermer les universités qui ont conduit à la promotion de personnel aussi désastreux. Elles produisent des « biens non-marchands » frelatés.

S'il n'y avait qu'un seul exemplaire de ce genre d'économistes sous-marxistes débilissants, éperdus de répéter inlassablement les mantras de son milieu ! Quasiment le même jour (19 février et 21 février), le Temps, un ancien journal suisse de qualité, qui sombre depuis sa dernière réorganisation (les bons sont partis ou ont été licenciés) publie un autre article tout aussi convenu, en associant « gilets jaunes » et « dogme néolibéral ».

S'y exprime un vrai dogme, socialiste celui-là, calibré et répétitif, comme dans l'article que nous venons de commenter. Le moulin à prières bien huilées, à cent lieues des réalités, ne se lasse pas de dévider ses lamentations.

Lisons les propos de ce « Professeur honoraire et directeur de l'EHESS » (Ecole des hautes études socialistes sectaires).

Ce que cette crème de l'intelligence conteste, c'est la phrase du Président Macron qui dans sa lettre aux Français a osé écrire : « L'impôt, quand il est trop élevé, prive notre économie des ressources qui pourraient s'investir utilement dans les entreprises ». « On aura reconnu l'énoncé de l'un des dogmes [] animé par le néolibéralisme ». Il faut bien être directeur de l'EHESS pour voir le diable habillé en néolibéral et pas seulement en Prada. Rien que cette phrase nous annonce toute la suite. Pas besoin de lire. Comme précédemment la litanie va se développer sans aucune originalité. La disqualification est totale. Beurk, Macron est un néolibéral !

« Le CICE n'a créé que moins de 100 000 emplois ». « Les inégalités n'ont fait que progresser ». Lesquelles à part celles liées au chômage qui lui a baissé ? On ne précise pas. Pas besoin. C'est un verset de la Bible socialiste. La preuve n'est pas nécessaire. Seulement la foi militante aigrie des catéchumènes.

On a pratiqué « la dévalorisation du principe de l'impôt », en devenant les champions du monde des prélèvements ! On retrouve la brillante intelligence et le sens de la réalité de notre précédent professeur émérite. Ce Monsieur Macron est certainement un véritable salaud au sens sartrien du terme : il s'attaque lâchement aux merveilleux « services publics » et aux précaires. Tous les services publics français sont à la ramasse depuis Mitterrand et la précarité n'a cessé de croître depuis le programme commun de gouvernement, mais on ne va pas s'abaisser à comprendre

pourquoi. Toute personne qui ose dire qu'il faut repenser la manière dont sont gérés les services publics et remettre quelque forme que ce soit des transferts sociaux est un ignoble individu. Cela ne se discute pas. Un grand Beurk remplace toute discussion, tout débat. Alors que les solutions sont si faciles : les 56 milliards de profits du CAC représentent une proportion massive du déficit de 79 milliards. Qu'on pique tout et ce sera formidable. Ce n'est pas dit comme cela mais fortement suggéré. Les déficits, la dette, tout cela ce sont des faux problèmes. On retrouve une fois encore notre précédent professeur émérite. L'originalité est dans ce reproche fait au président français : les sans-papiers n'auront pas accès aux RIC ce referendum d'initiative populaire tellement indispensable. Pour le coup ça c'est bien vrai : tout entrant illégal a bien le droit de voter, non ? Là, on voit qu'on tient un grand penseur. La conclusion s'impose : « pouvait-on attendre davantage du jeune associé gérant dans la banque d'affaires Rothschild » ! Un peu d'antisémitisme pour finir c'est tout ce qu'il faut. Et il n'a même pas un gros nez et la lippe tombante, ce Macron et ne fume pas un gros cigare. Quelle tromperie honteuse !

Nous avons tiré ces extraits, avec gants et pincettes, tant ils sont consternants. Vous avez le droit d'écrire dans la PQN franco-suisse n'importe quoi si vous cautionnez un clan. La prétention de certains journalistes à ne voir que dans les « réseaux sociaux » un déferlement de pourriture et de propos débiles et injurieux, est un plaidoyer pro domo. Depuis des lustres on lit de pareilles sottises tous les jours dans la presse qui se dit exemplaire et « sérieuse ». On voit également le caractère lamentable de l'économie universitaire française, pratiquement totalement dominée par des partisans débiles. Ils sont inutiles à la science économique. L'explication des vrais problèmes du monde, de l'Europe et de la France est totalement absente, remplacée par un prêchi-prêcha marxiste effronté et sans limite, qu'on retrouve perpétuellement par exemple sur les chaînes de la TNT.

Si Macron avait un minimum de cran, il supprimerait l'EHESS, à titre prophylactique, et demanderait à son directeur de gagner sa vie en travaillant humblement et jusqu'à son dernier souffle, à vider les latrines publiques, comme on faisait dans la Chine de Mao, pour réduire l'hubris des communistes trop arrogants. Voilà une fourniture de « bien collectif » indiscutable. Mao, c'était bien, non ? Demandez à Sollers !

Disons-le clairement : on n'a pas besoin d'un clergé subventionné de ce type dans l'éducation nationale supérieure française.

La responsabilité des économistes universitaires n'est pas de rentrer dans des coteries idéologiques mais de s'attaquer le plus objectivement possible à l'explication des difficultés économiques. C'est difficile. C'est incertain. On peut se tromper. Cela demande de la ténacité, des qualités dont le courage. Réciter des mantras marxisants est un exercice qui doit se faire en dehors de toute subvention ou rémunération publique. Les honneurs accordés à ces deux idéologues donnent la mesure de l'effondrement de l'enseignement et de la recherche économique en France.

Pour ne pas accabler le lecteur on ne commentera pas l'article du principal conseiller économique d'E. Macron, sur une page entière dans un titre éminent de la PQN française. « Vive l'impôt ; Vive la dette ; Vive la dépense publique ; Mort aux riches ; sus au CAC ; taxons lourdement les successions » ! C'est le même qui avait proposé d'intégrer dans le revenu soumis à l'IR la valeur locative des appartements occupés par leur propriétaire.

Voilà où on en est arrivé en France. Voilà aussi pourquoi nos économistes universitaires sont devenus collectivement la risée du monde.